LETTRE DE NICOLAS SARKOZY AU PEUPLE FRANÇAIS

Mes chers compatriotes,

Il n'est rien de plus beau en démocratie que l'amour de son pays…

AVRIL 2012

mardi Edgar Quinet
14 04 2012

Mes chers compatriotes,

Il n'est rien de plus beau en démocratie que l'amour de son pays dont témoigne chaque bulletin de vote glissé dans l'urne le jour d'une élection. C'est avec l'amour de la France gravé au plus profond de votre cœur que vous vous rendrez dans les bureaux de vote les 22 avril et 6 mai prochains, conscients de l'importance de votre choix. C'est avec ce même amour de la France chevillé au corps que je veux vous parler de ma vision de l'avenir de notre pays, des défis qu'il doit à mon sens relever, et de la manière dont il peut réussir à le faire.

Je veux m'adresser à vous sans aucun intermédiaire.

Quelques jours avant l'élection, je veux m'adresser à chacun de vous.

Je veux le faire le plus directement possible, sans aucun intermédiaire.

Je veux le faire par écrit, car l'écrit demeure, l'écrit engage.

A l'heure de la domination de l'image, de la surinformation permanente, de la communication instantanée, j'ai voulu prendre le temps d'écrire cette lettre avec l'espérance que vous prendrez le temps de la lire.

Je veux vous parler de convictions et de valeurs. Je veux vous dire ce que m'ont appris de la France, de l'Europe et du monde, ces cinq années d'une grande intensité à la tête de notre pays. Je veux vous indiquer la direction dans laquelle je mettrai toute mon énergie à le conduire si vous m'accordez votre confiance. Je veux partager avec vous une vision de la France et de son avenir.

Un monde nouveau est en train de naître.

J'ai longuement réfléchi avant de prendre la décision de me présenter à l'élection présidentielle. J'ai conscience de l'honneur que vous m'avez déjà fait en m'accordant vos suffrages en mai 2007. Je sais la détermination, l'imagination, l'engagement de chaque instant qu'exige l'exercice de cette fonction. Agir est la seule justification de l'engagement politique. Me présenter à nouveau n'avait donc de sens à mes yeux que pour vous proposer un projet que je crois nécessaire à notre pays et susceptible de vous rassembler.

Ce qui a le plus compté dans ma décision est la complexité de la situation que connaissent aujourd'hui simultanément le monde, l'Europe, et, bien sûr, la France. Jamais sans doute, depuis la Seconde Guerre mondiale, notre pays en particulier, et le monde occidental en général, n'ont eu autant de défis à relever au même moment.

Pendant des siècles, et jusqu'à encore récemment, l'Occident a dominé le monde sur les plans politique, économique, culturel, intellectuel. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Des puissances nouvelles ont émergé qui pèsent autant que nous, et parfois davantage.

Pendant des siècles, le sort de notre pays a dépendu pour l'essentiel des choix que nous faisions nous-mêmes, chez nous. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. La grande leçon des crises qui n'ont cessé de se succéder depuis 2008 est que notre avenir se joue chaque jour autant à l'autre bout du monde qu'ici en France.

Un monde ancien disparaît, un monde nouveau est en train de naître dont nous ne discernons pas encore les contours. Nous pouvons choisir de laisser ce monde décider à notre place. Ou nous pouvons choisir de rester maître de notre destin.

Je crois dans la France. Je crois dans son talent. Je crois dans son histoire singulière. Je crois dans son génie. La France est une nation qui peut tout à la fois se réclamer d'une identité vieille de plusieurs siècles et continuer à pouvoir prétendre jouer un rôle dans le nouvel ordre mondial. Elle peut rester un pays libre et souverain. Elle peut préserver ses valeurs, son identité, son mode de vie. Mais si nous voulons continuer à faire vivre cette France que nous aimons, il nous faut reconstruire, redéfinir, réinventer nos politiques, sans rien ignorer des difficultés de la tâche et de l'ampleur des enjeux.

Dans ce monde nouveau, si la France ne veut pas subir, la France doit être forte : forte pour garder la maîtrise de son destin, forte pour agir et pour peser, forte pour donner sa chance à sa jeunesse, forte pour permettre à chacun de vous de garder la maîtrise de sa vie. Je sais que c'est possible. Je veux vous en convaincre.

Vivre en sécurité dans un monde ouvert

Nous avons tous été bouleversés par la tragédie de Toulouse et de Montauban. Parce que la France a été attaquée, son armée a été frappée, son école a été

meurtrie, des enfants, nos enfants ont été assassinés ; sur la terre de France, des hommes et des enfants ont été tués parce qu'ils étaient juifs ; des hommes ont été abattus parce que leur mission était de combattre, à l'autre bout du monde, le fondamentalisme, la haine, l'esclavage de la femme, le terrorisme.

La France n'a pas cédé à la terreur. Elle n'a pas plié devant l'intimidation. Les Français se sont sentis solidaires des familles, de notre armée, des forces de l'ordre, dans une profonde émotion nationale. Les autorités religieuses juives et musulmanes ont appelé ensemble au refus de tout amalgame. Nous nous sommes retrouvés dans cette aspiration à l'unité nationale contre l'intolérance et le fondamentalisme.

Pour autant, ce drame pose nécessairement des questions sur l'organisation de notre société. Nous vivons dans un monde ouvert et tolérant. Les communications sont libres ; grâce à Internet, les idées circulent d'un bout à l'autre de la planète, sans filtre, sans intermédiaire ; voyager est devenu un acte banal, y compris dans des pays dans lesquels nous n'aurions même pas imaginé pouvoir aller il y a 20 ans. C'est évidemment une grande chance.

Mais ce monde doit rester sûr. Sûr pour nous, sûr pour nos enfants à l'égard desquels nous avons un devoir de protection.

Une des grandes questions que notre époque pose aux démocraties est de concilier les libertés individuelles auxquelles nous sommes attachés, liberté de circulation, de communication, d'expression, avec la protection de notre territoire, de l'intégrité physique de la population, et au-delà, de nos valeurs et de notre manière de vivre. Entre laxisme et obsession sécuritaire, entre aveuglement coupable et Etat policier, il faut trouver le bon équilibre. Mais il ne faut pas être naïf. Il y a une idéologie extrémiste qui travaille à la destruction des valeurs occidentales. Nous devons être sans faiblesse à son égard. Il y a des filières criminelles qui profitent de notre ouverture et des libertés reconnues dans notre société pour faire prospérer leurs trafics en tous genres, armes, drogue, êtres humains, contrefaçon, etc.

Depuis 2002, le gouvernement a agi pour réduire l'insécurité dans notre pays. Le parti socialiste n'a voté aucune des lois que nous avons fait adopter pour combattre la délinquance, ni les peines planchers pour les récidivistes, ni le renforcement de la vidéo-protection, ni la rétention de sûreté qui permet de protéger la société contre des personnes qui ne peuvent réprimer des pulsions sexuelles et criminelles, ni le renforcement des fichiers des empreintes

digitales et génétiques alors que ces fichiers ont permis de multiplier par deux le taux d'élucidation des crimes et des délits. Le parti socialiste prétend que les mesures que j'ai annoncées à la suite du drame de Toulouse et de Montauban sont inutiles parce que la législation antiterroriste a déjà été renforcée ces dernières années et qu'elle est suffisante : mais il n'a voté aucune de ces mesures, ni en 2006, ni en 2011.

Aucune idéologie de haine ne peut être tolérée dans notre pays.

Nous devons être intraitables contre le fondamentalisme. Il faut combattre les manifestations criminelles de cette idéologie de haine par le renseignement, la surveillance des réseaux, la coopération policière internationale. Mais il faut aussi la combattre à sa racine intellectuelle, dans les prisons, dans les prêches de certains prédicateurs extrémistes, ou encore sur les sites Internet.

Faire l'apologie du terrorisme et de la violence sur Internet n'a rien à voir avec la liberté d'expression et de communication. La liberté d'Internet est précieuse, mais Internet n'est pas une zone de non-droit dans laquelle on peut impunément déverser des messages de haine, faire circuler des images pédophiles, piller le droit d'auteur. La société a le devoir de se protéger contre ceux qui attaquent ses valeurs. Rester inertes face à ceux qui se radicalisent dans la haine et la violence par la consultation de sites Internet illicites serait une faute morale.

La délinquance n'est pas de la faute de la société.

Expliquer l'acte de ce fanatique par un climat social est non seulement absurde, mais c'est inacceptable car cela revient à le justifier. C'est la même erreur que celle qui consiste à justifier la délinquance en culpabilisant la République qui ne serait pas assez généreuse. Comment peut-on reprocher à la France de ne pas être assez généreuse ? La France est un des pays les plus ouverts et les plus tolérants du monde. Elle offre à tous l'éducation et la santé. Son niveau de redistribution sociale est parmi les plus élevés du monde.

C'est en refusant de reconnaître les efforts de ceux qui travaillent et qui partagent, que l'on divise la République. C'est en donnant uniquement des droits aux uns et exclusivement des devoirs aux autres, que l'on dresse les Français les uns contre les autres. C'est en justifiant la délinquance par la pauvreté et les difficultés de l'intégration que l'on crée des amalgames entre pauvreté, immigration et délinquance.

L'Europe est un continent ouvert. Elle ne doit pas être un continent passoire.

C'est un formidable avantage pour les Français de pouvoir circuler librement en Europe. Avec l'euro, avec les programmes Erasmus et Leonardo, qui permettent aux jeunes d'effectuer une partie de leurs études dans un autre pays d'Europe, la suppression des postes de douane est une des manifestations les plus concrètes et les plus positives de la construction européenne. Mais l'Europe ne pourra pas garder ses frontières intérieures ouvertes si elle n'est pas capable de maîtriser ses frontières extérieures.

L'Europe est un continent ouvert. Elle ne doit pas être un continent passoire. L'Europe est un continent tolérant. Elle ne peut pas être le continent de l'amalgame insipide de toutes les cultures. L'Europe a une identité. Ses racines plongent dans la culture gréco-latine d'abord, judéo-chrétienne ensuite, dans celle des Lumières et du rationalisme enfin. Son histoire est faite de guerres et de haines douloureuses, mais surmontées entre ses peuples. Les traumatismes des deux grands conflits mondiaux, de la décolonisation puis de la guerre froide sont encore présents dans les mémoires. Nous respectons le besoin d'identité et d'apaisement des peuples avec lesquels nous avons été en conflit. La culture des peuples européens et leur demande d'identité doivent aussi être respectées.

Aucun individu, aucune collectivité ne peut vivre sans frontières. Chacun est libre d'ouvrir sa porte aussi souvent qu'il le souhaite, mais personne ne peut vivre dans une maison sans porte ouverte à tous les vents. Les frontières du cadastre sont ce qui permet à deux voisins de respecter le territoire de chacun et de se serrer la main de part et d'autre. Les frontières des Etats fixent le cadre nécessaire d'exercice de la démocratie et de la solidarité nationale. Un enfant sans frontières est un enfant sans éducation. Une société sans frontières est une société sans respect. Un pays sans frontières est un pays sans identité. Un continent sans frontières est un continent qui finit par élever des murs pour se protéger.

Il faut protéger les frontières extérieures de l'Europe. D'abord contre la criminalité organisée qui profite de la porosité de certaines de nos frontières pour déployer tous ses trafics. Ensuite pour maîtriser l'immigration parce qu'il y a une limite à nos capacités d'accueil. La France a suffisamment agi pour construire l'Europe, et récemment pour lui éviter d'imploser : elle n'a pas à s'excuser ou à se justifier de demander des changements profonds dans la

manière de contrôler les frontières extérieures de l'Europe. Beaucoup d'autres pays le réclament également.

Pour des raisons culturelles, linguistiques, historiques, sociales, la France est l'un des pays les plus attractifs en matière d'immigration. La problématique est simple : une fois passée une frontière extérieure de l'Europe, un migrant circule librement dans tout l'espace Schengen. La France ne peut pas subir à la fois l'insuffisance des contrôles aux frontières extérieures de l'Europe et les différences de législation entre les pays qui font que les faiblesses et les failles s'additionnent alors qu'ensemble, nous devrions être plus forts.

Les solutions dont je veux la mise en œuvre sont des solutions de bon sens. L'Europe doit s'organiser pour aider les pays qui ont du mal à sécuriser leurs frontières. Elle doit adopter une législation commune en matière d'asile et d'immigration. Si cela n'était pas mis en œuvre dans un délai d'un an, la France rétablirait des contrôles ciblés à ses frontières et suspendrait sa participation à la zone Schengen.

Décider qui a le droit de s'installer sur notre territoire fait partie de notre souveraineté.

Une fois les frontières extérieures de l'Europe mieux protégées, nous devons retrouver le droit de décider qui a le droit d'entrer et de se maintenir sur notre territoire. C'est un élément essentiel de la souveraineté. Cela ne veut pas dire qu'il faut fermer les frontières, cela veut dire que ce sont les Français qui doivent décider qui a le droit de s'installer en France.

Je suis profondément attaché à ce que la France reste un pays ouvert. Mais nous ne pouvons accueillir que dans les limites de nos capacités d'accueil. Un enfant qui vient d'arriver sur le territoire a besoin de beaucoup plus d'attention de la part de ses maîtres qu'un enfant d'une famille installée depuis longtemps en France. Notre régime de protection sociale est soumis à de lourdes contraintes financières, il ne peut plus assumer de nouvelles charges. Il y a des milliers de Français et d'étrangers vivant déjà en France qui attendent pour pouvoir se loger mieux, et des quartiers où s'installent chaque année plus de familles étrangères que nous ne pouvons en intégrer.

Il faut réduire de moitié les flux actuels d'immigration dans notre pays. L'accès à notre territoire sera donné en priorité aux réfugiés politiques, à une

immigration économique limitée aux compétences dont nous avons besoin, et à une immigration familiale dont le rythme doit être maîtrisé.

Seuls peuvent s'installer en France ceux qui partagent les valeurs de la République.

Nous devons mettre un certain nombre de conditions économiques et morales à l'installation sur notre territoire, y compris pour ceux qui viennent par le biais du rapprochement familial. Pour tout étranger qui a été autorisé à s'installer en France, c'est évidemment un droit d'y vivre avec sa famille. Ce serait inhumain qu'il en soit autrement. Mais c'est aussi un droit et un devoir pour la France de subordonner l'installation de toute nouvelle personne à un certain nombre de conditions : des ressources suffisantes pour que les besoins de la famille ne pèsent pas sur la solidarité nationale, déjà fortement sollicitée par ailleurs, un logement décent, la connaissance de la langue française, sans laquelle aucune intégration n'est possible, et l'adhésion aux valeurs de la République.

Toute personne qui veut venir s'installer en France, qu'elle soit un homme ou une femme, doit savoir qu'il y a chez nous des règles qui s'imposent à tous : la laïcité, l'interdiction de la burqa dans l'espace public, du voile dans les services publics, l'école obligatoire, le caractère non négociable des programmes scolaires, l'égalité entre l'homme et la femme, le droit des femmes de travailler, l'interdiction absolue de la polygamie et de l'excision ; en France, les horaires dans les piscines sont les mêmes pour tous, les médecins sont les mêmes, les menus dans les cantines sont les mêmes. Personne n'est obligé de venir vivre en France. Ceux qui veulent venir doivent savoir quelles sont nos valeurs et être convaincus que nous les ferons respecter.

Donner le droit de vote aux étrangers ne réglera aucun des problèmes de l'intégration et est contraire à la conception française de la nation.

La liste est longue des imbrications entre notre histoire et l'immigration. La France, qui est sortie traumatisée de la saignée démographique de la Première Guerre mondiale, sait ce qu'elle doit aux vagues successives d'immigration qui lui ont permis de retrouver une puissance démographique, économique, industrielle. Mais quelles que soient les vagues d'immigration qui se sont succédé sur le territoire, il y a une chose qui n'a jamais changé, c'est le modèle républicain d'intégration et d'assimilation.

La France respecte l'identité et la culture de ceux qu'elle accueille : personne ne peut vivre coupé de ses racines. Elle estime que chaque culture apporte sa contribution à la culture de tous. Il suffit de regarder notre peuple et nos territoires : la France est diversité, comme aimait à le rappeler le grand historien Fernand Braudel.

Mais ce qui fait la cohésion de la nation française, c'est notre capacité, au-delà de nos différences multiples, à nous rassembler dans le même amour de la patrie et de ses valeurs : Français de toutes provinces, Français des campagnes et des villes, de métropole et d'outre-mer, Français de toutes religions et sans religion, enfants d'agriculteurs, d'ouvriers, d'enseignants, d'intellectuels, enfants de familles françaises et enfants d'immigrés… Nous ne sommes pas des communautés vivant les unes à côté des autres. Nous sommes une seule et même nation, capable de s'unir dans l'adversité et de se rassembler sur les choses essentielles.

Nul ne l'a dit mieux que Renan : *« Ce qui constitue une nation, ce n'est pas de parler la même langue, ou d'appartenir à un groupe ethnographique commun, c'est d'avoir fait ensemble de grandes choses dans le passé et de vouloir en faire encore dans l'avenir »*. Il parlait de la France.

C'est pour cela que le droit de vote ne peut être donné qu'aux citoyens français, parce qu'il y a un lien indéfectible et particulier entre pouvoir participer au destin de la nation au travers de ce droit essentiel qu'est le droit de vote, et adhérer du fond de son cœur à ce qu'est l'identité de la France. En France, voter est d'abord une appartenance, l'appartenance à une nation qui a une histoire, une certaine manière de concevoir la vie commune, une unité de points de vue sur certaines valeurs essentielles. Voter est un attachement, le même que celui qui a conduit des millions de Français à se battre pour défendre notre territoire, ou qui conduit aujourd'hui des millions de Français à se dépenser sans compter pour que notre pays soit fort.

Nous avons fait une exception, pour les ressortissants européens. Mais c'est en contrepartie d'une réciprocité et surtout parce que, justement, nous avons choisi de lier notre destin avec celui des autres peuples européens. C'est la seule exception possible.

L'accès à la nationalité française est largement ouvert à ceux qui aiment notre pays, qui ont envie de le servir, qui se reconnaissent dans ses valeurs. La France admet la double nationalité, elle n'exige pas le renoncement à ses

origines, elle demande seulement une adhésion sincère à la France. C'est tout le sens du mot assimilation, qui désigne le fait de s'approprier nos valeurs, tandis que l'intégration vise l'insertion économique et sociale. Dans ces conditions, à quel besoin répond le souhait de donner le droit de vote à des personnes qui pourraient faire le choix de la nationalité française, mais ne le veulent pas ? Cela ne facilitera en rien le règlement des problèmes de l'intégration, qui sont des problèmes d'emploi, de logement, d'école, et parfois, justement, d'adhésion aux valeurs de la République, et va à l'encontre du modèle français de la nation.

Quant au fait de payer des impôts en France, il ne peut en aucun cas justifier l'octroi du droit de vote. Voter deviendrait la simple contrepartie du fait de payer des impôts. Demain, il faudrait d'autres droits spécifiques, d'autres contreparties. Et ce qui serait valable pour les élections locales le serait aussi pour les élections nationales. C'est le début du communautarisme.

Je veux rétablir le sens de la responsabilité.

A l'inverse, je souhaite mettre un terme à l'exil fiscal de citoyens français. Payer des impôts ne suffit pas pour avoir le droit de vote. Mais être citoyen français ne dispense pas d'assumer la plénitude de ses responsabilités. On ne peut pas vouloir tous les droits associés au fait d'être français, le droit de vote, la protection consulaire, la qualité du système de soins, et aucun des devoirs. Si on ne veut plus payer d'impôts en France, parce que les impôts sont trop lourds, on change de nationalité.

Les rémunérations exorbitantes des traders et de quelques grands dirigeants d'entreprise vous ont profondément choqués. Elles m'ont choqué également, en raison de leur montant bien sûr, mais aussi en raison de ce qu'elles signifient en termes de symbole et de perte du sens des responsabilités de la part de ceux qui sont censés incarner l'élite de la nation. Ils ont trahi le vrai visage de ces milliers d'entrepreneurs passionnés par leurs sociétés, préoccupés du sort de leurs salariés, ne comptant pas leurs heures de travail et prêts à investir leur argent personnel pour assurer la pérennité de leurs entreprises. Nous avons encadré les bonus des traders, alourdi la fiscalité des retraites chapeaux et des stock-options. Le message n'a semble-t-il pas été compris par tous : je pense donc qu'il faut aller plus loin. Je propose que les rémunérations des dirigeants soient désormais fixées par l'assemblée générale des actionnaires, qu'elles fassent l'objet d'une publication assortie d'éléments sur l'évolution globale des salaires dans l'entreprise afin de permettre des comparaisons,

et qu'un représentant des salariés siège dans les comités des rémunérations. Les parachutes dorés et les retraites chapeaux doivent être interdits.

A l'élève auquel l'Etat donne un enseignement, on demande de travailler et de respecter ses professeurs. A l'immigré accueilli en France, on demande de s'intégrer. A celui qui perçoit une allocation sociale, on demande de faire des efforts de réinsertion. Je suis pour la réaffirmation du principe selon lequel il ne peut pas y avoir de droits sans devoirs ; mais cela vaut aussi pour ceux qui sont au sommet de la société.

Un nouvel élan « Jules Ferry » pour l'école

Des trois mots qui forment la devise de la République, celui de fraternité est très peu utilisé. Nous l'avons remplacé par la solidarité. Nous lui avons fait perdre, c'est un peu dommage, ce supplément d'âme qui résulte du beau mot de « fraternel ». Au-delà de la sémantique, ce qui compte, c'est que la solidarité fait partie du cœur de notre pacte social et donc de notre identité.

Je suis hostile à l'assistanat, pas seulement parce que l'assistanat dévalorise le travail en permettant à ceux qui vivent de l'assistance d'avoir de meilleures conditions de vie que ceux qui travaillent. Je suis contre l'assistanat parce qu'il maintient dans la dépendance. C'est le contraire de la solidarité. Le but de toute politique sociale, c'est de permettre l'accès ou le retour à l'autonomie de ceux qui sont en difficulté, pas l'enfermement dans l'assistance.

Pendant des générations, l'école a été le pivot de cet idéal républicain. Elle apprenait à tous les enfants, quelle que soit leur condition sociale, à lire, écrire, compter, pour leur permettre d'être autonomes. A ceux qui en avaient les facultés, elle permettait d'accéder au secondaire, puis à l'université et aux grandes écoles. Elle donnait à tous les enfants une chance égale de s'élever socialement. C'était aussi une manière de renforcer notre pays, en augmentant le niveau des connaissances. Pas une richesse humaine ne devait être perdue.

Tout cela ne s'est pas fait par hasard. Il a fallu beaucoup de volontarisme, comme en témoignent les mots de Jules Ferry qui a inventé le modèle républicain de l'école : *« Entre toutes les nécessités du temps présent, entre tous les problèmes, j'en choisirai un auquel je consacrerai tout ce que j'ai d'intelligence, tout ce que j'ai d'âme, de cœur, de puissance physique et morale, c'est le problème de l'éducation du peuple ».*

Aujourd'hui, nous avons du mal à tenir la promesse de Jules Ferry. Il est injuste d'avoir sur l'école des jugements à l'emporte-pièce. Il y a des millions d'enfants qui suivent un parcours scolaire normal et efficace. Ce qui compte est d'identifier les raisons pour lesquelles, à certains moments, certains enfants décrochent, alors que ce n'était pas le cas autrefois.

Depuis 2007, nous avons consacré des milliards d'euros à l'université. Elle en avait besoin. Si j'avais la conviction que l'école a également besoin de moyens supplémentaires, je les lui procurerais, car aucun investissement n'est plus important à mes yeux pour l'avenir d'un pays que l'investissement dans l'éducation. Mais le problème de l'école en France ne relève ni des moyens, ni des effectifs. On peut recruter 60 000 enseignants supplémentaires, on n'aura pas résolu le problème. Entre 1990 et 2007, le nombre d'élèves a baissé de 600 000 et le nombre d'enseignants a augmenté de 85 000, mais les performances de l'école ne se sont pas améliorées et surtout le moral des enseignants est resté morose. Le problème est structurel : les enfants ont beaucoup changé, les familles sont plus hétérogènes, mais l'école n'a pas vraiment changé.

Environ 100 000 enfants sortent chaque année de l'école primaire sans maîtriser réellement les savoirs fondamentaux que sont la lecture, l'écriture et le calcul. Ce que l'école de Jules Ferry faisait dans tous les villages de France, nous ne savons plus le faire. Ce sont eux qui forment l'essentiel de la cohorte de ceux qui ensuite redoublent, sortent du système scolaire sans qualification et sans diplôme, auront d'immenses difficultés à trouver un emploi, vivront des aides sociales ou basculent dans la délinquance. Ce qui n'est pas acceptable, c'est que ces enfants, nous les connaissons pour la plupart dès la fin de la maternelle. Leur difficulté à se concentrer, leur hyperactivité, leurs lacunes de vocabulaire essentiel pour apprendre à lire, leurs problèmes de santé ou de vue, le fait que l'on ne voit jamais leurs parents, tous ces signes permettent aux instituteurs de prédire que ces enfants vont avoir de grandes difficultés.

Avec 2 000 euros par enfant, on pourrait pourtant résoudre la plupart de leurs problèmes et transformer l'avenir de ces enfants : dès que l'enseignant, en dernière année de maternelle ou au CP, aurait donné le signal, le chef d'établissement enclencherait avec le maire, la communauté éducative, les nombreuses associations compétentes, un suivi particulier de l'enfant en lien avec sa famille. Ce suivi comprendrait si besoin l'aide spécifique de professionnels, du secteur de la santé notamment. Cet investissement, nous le retrouverons plus tard au centuple. L'acquisition des savoirs fondamentaux par tous les

élèves sans exception a été la grande œuvre de Jules Ferry : il faut que nous retrouvions la même ambition.

Les filières de l'enseignement professionnel doivent donner accès à l'emploi.

Les jeunes qui sortent diplômés de l'enseignement supérieur trouvent en général un emploi dans les mois qui suivent la fin de leurs études, même si le délai peut varier selon les aléas de la conjoncture. C'est moins souvent le cas pour les jeunes qui sortent de l'enseignement professionnel. Or, sans travail, pas d'émancipation, pas de logement, pas de possibilité de fonder une famille. L'idéal républicain exige que toutes les filières de l'enseignement permettent aux jeunes de démarrer dans l'existence. Les filières professionnelles seront attractives lorsqu'elles donneront accès à l'emploi.

Pour cela, il faut que la formation en alternance soit systématique en dernière année de baccalauréat professionnel et de CAP. Prenons exemple sur notre filière hôtelière, qui n'a jamais abandonné le principe de la formation en alternance : ses diplômés sont demandés dans le monde entier. L'alternance a deux avantages : elle donne aux élèves un premier réseau de contacts dans le monde professionnel, ce qui est très utile pour la suite ; elle leur donne également une première expérience, ce qui permet de compenser le caractère élevé du coût du travail des jeunes pour l'entreprise rapporté à leur inexpérience.

Les entreprises auront pour leur part l'obligation d'accueillir plus de jeunes en alternance, y compris le secteur tertiaire comme les banques et les assurances, et nos trois fonctions publiques devront également s'ouvrir à l'alternance. La fonction publique exerce des centaines de métiers à l'apprentissage desquels elle peut contribuer. Elle a aussi des valeurs à transmettre.

La société doit manifester plus de considération pour les enseignants.

Je suis très frappé par un phénomène : si vous demandez à des enfants combien d'entre eux voudraient faire le métier du professeur, il n'y en a quasiment plus un seul qui lève le doigt. Comment peut-on espérer redonner confiance aux enseignants, et aux élèves le goût de l'effort, du travail, des études, si on laisse à ce point se dévaloriser la fonction enseignante dans notre société ?

Dans le contexte de nos finances publiques, nous ne pouvons à la fois recruter

plus de professeurs et augmenter leur rémunération. J'assume donc très clairement mon choix : il faut proposer à ceux qui le souhaitent d'être présents plus longtemps dans les établissements, d'y avoir un bureau, et les rémunérer davantage. Ces heures de présence supplémentaires leur permettraient d'entreprendre plus de projets en commun avec les autres enseignants, de rencontrer plus facilement et plus souvent les parents, et surtout de suivre individuellement les élèves.

La société doit manifester plus de considération pour ses enseignants. C'est pour cette raison que leur autorité doit être confortée. C'est pour cette raison également que les violences commises à l'encontre des professeurs, quelles qu'elles soient, doivent être très sévèrement sanctionnées.

La justice est rendue au nom du peuple français.

La justice n'est pas un pouvoir à côté de l'Etat. Avec le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif, elle est un pouvoir dans l'Etat. Cela signifie que le peuple est en droit de lui demander des comptes et d'orienter son action. Bien sûr, la justice doit être indépendante de toute forme de pressions, notamment politiques. La réforme constitutionnelle de 2008 a constitué un grand progrès en ce sens en rendant le Conseil supérieur de la magistrature indépendant. Depuis cette réforme, le gouvernement a toujours suivi les avis de cette institution sur la nomination des magistrats du parquet, alors même qu'il n'y était pas obligé. Mais je suis totalement opposé à ce que le ministre de la justice ne puisse plus orienter l'action générale des parquets. Pour une raison simple : le rôle du parquet est de défendre la société. C'est lui qui met en œuvre les priorités de l'action pénale. Il doit donc être dirigé par une autorité politique à laquelle l'élection a conféré la légitimité démocratique.

L'indépendance de la magistrature n'est pas le droit de rendre la justice selon des conceptions établies exclusivement par et entre des magistrats. La justice est rendue au nom du peuple français. C'est pour cela que je souhaite généraliser la présence de jurés populaires dans les tribunaux correctionnels et les tribunaux d'application des peines, et l'étendre aux décisions de mise en détention provisoire. Les citoyens ne sont pas plus sévères que les magistrats. Mais leur capacité d'indignation n'a pas été diminuée par des années de pratique. Cela vaut autant à l'égard de la douleur des victimes qu'à l'égard des droits de la défense. Si la justice reste repliée sur elle-même, elle finit par être déconnectée des réalités. Dans un Etat de droit, la justice est une fonction capitale. Tout citoyen doit pouvoir se dire : « j'ai confiance dans la justice de

mon pays ». C'est pour cela que je veux que le peuple participe aux décisions de justice chaque fois que cela est possible.

La justice protège les faibles contre les forts. Elle ne peut assumer cette mission si son autorité n'est pas respectée. La justice a besoin de moyens pour travailler dans des conditions plus sereines, plus rapides, plus en phase avec les conditions modernes de la vie économique et sociale. Les peines de prison doivent être réellement exécutées tout en assurant la dignité des détenus. A cette fin, le Parlement vient de décider que le nombre de places de prison serait augmenté pour atteindre un niveau comparable, rapporté à la population, à celui des autres démocraties.

Quant au sentiment d'impunité des mineurs les plus violents, il n'est pas tolérable pour les victimes et je ne pense pas qu'il aide ces mineurs à revenir dans le droit chemin, bien au contraire. Délinquants ou victimes, ces enfants sont en danger, mais pas de la même manière. Il faut réformer la justice des mineurs et, au-delà d'un certain âge, confier à deux juges distincts la mission de protection de l'enfance en danger et la mission de répression de la délinquance des mineurs. La justice des mineurs n'en sera que plus respectée.

Le temps est enfin venu de sortir de cette conception dépassée qui voudrait que la victime ne soit concernée par le procès de son agresseur qu'au titre de la réparation civile qu'elle est en droit de lui réclamer. Pour se reconstruire, la victime a autant besoin de dommages et intérêts que de la sanction pénale de celui qui lui a fait du tort. Si l'accusé peut faire appel de sa condamnation, le minimum est que la victime ait le droit d'en faire autant, tout comme elle doit pouvoir faire appel des décisions de détention provisoire et d'application des peines qui concernent son agresseur.

Si la justice est le troisième pouvoir, comme nous l'a appris Montesquieu, alors le peuple, dont dépend tout pouvoir, doit se réapproprier la justice.

Depuis 2008, nous avons traversé la plus brutale succession de crises depuis les années 30.

Quand les premiers signes d'un séisme économique sont apparus en août 2007, moins de quatre mois après mon élection, pas plus qu'aucun autre chef d'Etat et de gouvernement, je ne m'attendais à la succession et à la gravité des crises qui se sont abattues sur le monde occidental.

En 2008, la faillite de Lehman Brothers a été à deux doigts de faire tomber tout le système bancaire mondial. En une nuit, nous avons dû décider d'apporter la garantie de l'Etat à tous vos dépôts et à toute votre épargne. Aucun Français n'a perdu ses économies.

L'année suivante, le monde occidental a connu la pire récession depuis celle des années 30. En 1929, les pays se sont isolés et refermés sur eux-mêmes : dix ans plus tard, le monde sombrait dans le conflit le plus barbare de tous les temps. En 2009, la France, qui présidait l'Union européenne, a convaincu les Américains de créer et de réunir à Washington une nouvelle instance de concertation des grands pays du monde, le G20, afin de coordonner en urgence une réponse commune à la crise. Les mesures de relance décidées par le G20 ont évité le pire.

En 2010, à cause de la crise, le déficit de notre régime de retraite avait atteint le montant que nos meilleurs experts nous avaient prédit pour 2030. Notre système de retraite était au bord de la faillite. J'ai procédé à sa réforme, parce que, si nous ne l'avions pas fait, nous n'aurions pas pu continuer à payer les pensions.

Bien sûr, on peut soutenir qu'au lieu d'augmenter l'âge légal de la retraite, comme tous nos voisins l'ont fait dans des proportions souvent bien supérieures, il aurait mieux fallu réduire les pensions ou augmenter les cotisations. Aujourd'hui, moyennant une augmentation somme toute raisonnable de l'âge de la retraite, et cohérente avec l'allongement de la durée de la vie, le financement des retraites est garanti ; ceux qui ont commencé de travailler avant 18 ans peuvent continuer de partir à 60 ans ; la pénibilité est prise en compte ; et les retraites, loin d'être diminuées, seront toujours indexées sur l'inflation.

C'est parce que nous avons fait cette réforme que nous pourrons remédier, tout de suite après les élections, à une injustice criante qui frappe les retraités : la date du paiement des pensions. Les loyers et les factures tombent le premier de chaque mois alors que les pensions sont versées le 8. Nous verserons désormais les pensions le 1er de chaque mois.

En 2011 enfin, la crise de la dette des Etats a failli faire disparaître l'euro. L'euro n'a pas tenu toutes ses promesses, c'est un fait, mais rien n'aurait été pire que son implosion. C'eût été le saut dans l'inconnu, l'Europe divisée, de

nombreuses banques en faillite, des millions d'épargnants cherchant à retirer leurs liquidités, les Etats, dont la France, obligés d'emprunter à des taux rédhibitoires, et de réduire en conséquence leurs dépenses de façon brutale tout en augmentant lourdement les impôts. La récession aurait été d'une plus grande violence encore. Voilà pourquoi j'ai tout fait pour sauver l'euro et pour sauver la Grèce. Laisser la Grèce sortir seule de l'euro, c'était admettre le caractère réversible de la monnaie unique. Pourquoi pas ensuite l'Italie, l'Espagne, le Portugal ? C'eût été prendre le risque d'une redoutable contagion.

L'Allemagne est le pays auquel l'implosion de l'euro aurait causé le moins de problèmes. Elle s'est conduite en alliée pour sauver notre monnaie commune. En même temps, la France a obtenu une réforme de la zone euro pour que les errements du passé ne se reproduisent pas : le gouvernement économique de la zone euro que je réclamais depuis des années est désormais en place et la convergence des politiques économiques est engagée.

Tout cela a été très difficile. Nous étions au bord du gouffre. Croire dans une réouverture des négociations est une utopie tout simplement parce que celles-ci viennent de s'achever et que pas un gouvernement en place en Europe ne le souhaite. Avec le sauvetage de la Grèce, la réforme de la zone euro vient en outre d'enregistrer son premier succès majeur. Cela n'a donc rien à voir avec la réforme de la zone Schengen que je propose, dont le traité fondateur date de 1985 et dont les insuffisances sont criantes. Cette réforme est au surplus souhaitée par un nombre croissant d'Etats.

La France a tenu parce qu'elle a agi.

Pendant toutes ces crises, je n'ai eu qu'une seule préoccupation : protéger la France et les Français. Le médiateur du crédit a évité le blocage de l'économie, en particulier dans les PME. Des mesures de relance ont limité le recul de la croissance. Le chômage a augmenté, c'est vrai, mais beaucoup moins que dans les autres pays de l'Union européenne. La dette publique s'est creusée, mais beaucoup moins que dans les autres pays du G7. Le pouvoir d'achat a progressé, pas autant que nous l'aurions souhaité bien sûr, mais il a baissé chez la plupart de nos partenaires. Le taux de pauvreté est resté inférieur en France à ce qu'il est chez nos voisins.

Cela a été possible parce que nous avons pris de nombreuses mesures de soutien pour les plus défavorisés d'entre vous, telles que l'augmentation de 25 % en cinq ans du minimum vieillesse et de l'allocation adulte handicapé,

une exonération d'impôt sur le revenu pour 6 millions de contribuables au plus fort de la crise, le doublement de la population éligible à l'aide à l'acquisition d'une mutuelle, la baisse des tarifs d'électricité de première nécessité ou encore la création d'un tarif de solidarité pour le gaz.

Parce que la solidarité l'exigeait, nous avons par ailleurs augmenté les prélèvements pesant sur les plus favorisés en plafonnant les niches fiscales, dont 150 ont été créées lorsque Lionel Jospin était Premier ministre, en augmentant la fiscalité des revenus du patrimoine, en augmentant le taux de la dernière tranche de l'impôt sur le revenu ou encore en créant une contribution additionnelle sur les très hauts revenus.

Vous avez souffert de la crise. Mais la France a tenu. Elle s'en est même mieux sortie que les autres. La France a tenu parce que son régime de protection sociale est solide. Elle a tenu parce nous avons pris des mesures de solidarité qui ont permis d'atténuer les conséquences de la crise pour les plus vulnérables. Elle a tenu parce qu'elle avait commencé à engager, avant la crise, des réformes structurelles de son économie. Elle a tenu parce que la réforme des retraites, le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite et toutes les mesures de réduction des dépenses publiques que nous avons prises depuis 2007 nous ont permis de présenter des perspectives crédibles de redressement de nos finances publiques, et d'être moins attaqués que d'autres par les marchés financiers.

Au début, le monde occidental s'est laissé enivrer par la mondialisation.

Il faut maintenant tirer les enseignements de cette succession de crises. Ce n'est pas la mondialisation qui est à l'origine des crises. C'est une mondialisation sans règles, une mondialisation où tout est permis, dumping social, dumping fiscal, dumping écologique, une mondialisation qui a mis le profit au-dessus de l'humain et substitué le pouvoir impersonnel des marchés à celui des peuples et des Etats.

Dans cette mondialisation-là, les pays occidentaux, avec leurs lois, avec leurs principes, avec leur niveau de protection sociale, ne pouvaient résister. Aussi ont-ils réagi par l'endettement public pour continuer à financer leurs modèles sociaux, et par la financiarisation de l'économie pour gagner, dans l'économie virtuelle, ce qu'ils ne pouvaient plus obtenir dans l'économie réelle de moins en moins compétitive. Ces bases étaient malsaines. L'endettement des

pays développés a servi à masquer la stagnation du pouvoir d'achat. Il a été le terreau de la spéculation financière. Au lieu de gagner de l'argent en créant de la valeur par des innovations, des découvertes, de nouveaux produits, on pouvait en gagner davantage en la détruisant à coup de hedge funds, titrisation, spéculations acrobatiques ou dépeçage d'entreprises. Dans ces conditions, la crise ne pouvait qu'arriver et elle arriva avec ses conséquences en chaîne.

Ce n'est pas ainsi que le monde occidental aurait dû réagir à la mondialisation. Mais, au début, il s'est laissé enivrer par elle. Nous avons vu l'immense progrès qu'elle représentait pour les peuples qui allaient pouvoir accéder au même niveau de richesses que nous. Nous avons cru à la paix universelle. Nous n'avons pas vu la brutalité du choc qu'entraîneraient pour les économies occidentales les écarts de salaires et de protection sociale. Nous avons cru que nous pourrions résister par la seule innovation, les seuls services, la seule finance… Nous avons tardé à comprendre que, si la mondialisation faisait des gagnants dans nos pays, elle faisait aussi des perdants, ceux qui sont les moins qualifiés, ceux qui voient les usines se fermer et les emplois se délocaliser, ceux dont les salaires sont tirés vers le bas et dont les compétences deviennent inutiles. Nous n'avons pas vu certaines inégalités se creuser, avec des traders et des dirigeants d'entreprise qui se sont mis à gagner des salaires invraisemblables. Nous n'avons pas vu, et la France moins que les autres, que nous avions aussi des faiblesses, qu'à la faveur de la longue période de croissance des Trente Glorieuses, nous nous étions partiellement endormis dans un niveau de confort jamais atteint par nos sociétés. Nous n'avons pas anticipé que d'autres pays pourraient un jour nous dépasser.

L'Europe devait nous protéger, elle a aggravé notre exposition à la mondialisation.

Ces erreurs, l'Europe les a commises plus que toutes les autres régions du monde. L'Europe devait nous protéger, elle a aggravé notre exposition à la mondialisation. Dans l'euphorie de la chute du mur de Berlin, l'Europe a cru à la fin de l'histoire. La Commission, qui avait joué un rôle essentiel pour construire l'Union européenne, s'est transformée en un cénacle technocratique et coupé des peuples. Elle s'est mise à accumuler les normes sans que les pays puissent réagir, divisés qu'ils étaient par un élargissement trop rapide qui les avait mis trop nombreux et trop hétérogènes autour de la table. L'Europe s'est crue investie du devoir d'être le meilleur élève de la mondialisation, celui dont les frontières devaient être les plus ouvertes et l'économie la plus dérégulée.

Je suis un Européen convaincu. Toute ma vie, je me suis battu en faveur de la construction européenne. Je ne connais pas de plus grand projet politique et de plus bel idéal humaniste que celui qui a conduit les Européens à surmonter leurs haines et leurs souffrances pour faire de leur continent meurtri par les guerres un continent de paix et de culture. Mais si pendant tant d'années, l'Europe a soulevé tant d'espérance, c'est parce qu'elle incarnait pour les peuples plus de sécurité et plus de prospérité. Il faut retrouver le but initial du projet européen.

L'enjeu est de réconcilier les gagnants et les perdants de la mondialisation.

Refuser la mondialisation est une incantation. Depuis le XVIe siècle, la France est un pays ouvert, qui tient sa place au cœur du monde. La Chine, l'Inde, le Brésil, les Etats-Unis s'arrêteraient-ils de produire, d'étudier, d'innover, d'échanger parce que nous aurions décidé de nous extraire de la vie du monde ? Qui achèterait nos voitures, nos avions, nos produits industriels et agricoles, nos produits de luxe, notre cinéma ? Avec quels partenaires nos chercheurs, nos universitaires, nos intellectuels échangeraient-ils ? Cela n'aurait évidemment aucun sens. Notre modèle ne peut pas être celui de la Corée du Nord.

Je veux dire à nos chercheurs, à nos industriels, à nos créateurs, à tous les natifs du numérique, à tous ces Français de France ou expatriés qui sont aux avant-postes de la mondialisation et qui chaque jour donnent à notre pays d'immenses succès dans de multiples secteurs : la France vous doit beaucoup, la France restera un pays ouvert.

Mais je veux dire aussi aux blessés de la mondialisation, à ceux qui subissent les délocalisations, à ceux dont les salaires stagnent, à ceux qui ont peur du déclassement, à ceux qui craignent que leurs enfants vivent moins bien qu'eux, que nous allons nous défendre dans la mondialisation.

La France rassemblée, c'est une France qui réconcilie les gagnants et les perdants de la mondialisation, en permettant aux premiers de réaliser leurs rêves de conquête dans un monde ouvert, et aux seconds d'être protégés et de préserver leur mode de vie. C'est pour cela que la France doit être forte : forte pour encourager, accompagner, inciter ceux qui font gagner la France dans la mondialisation, et forte pour protéger ceux qui sont menacés par elle et leur rendre la capacité de maîtriser eux aussi leur destin. Voilà l'enjeu essentiel des prochaines années pour la France.

Entre augmenter les impôts et réduire les dépenses publiques, je choisis la réduction des dépenses.

Nous devons d'abord regarder lucidement nos insuffisances ; ces trente années où, trop souvent, nous avons fait les choix de la facilité, travailler toujours moins, déresponsabiliser toujours plus, excuser toujours tout, dépenser toujours davantage. Moins que jamais, la nouvelle configuration du monde nous interdit d'être dans le déni des réalités et dans l'ignorance des défis que nous devons relever.

Le premier d'entre eux est de retrouver la maîtrise de nos finances publiques. Nous ne pouvons plus continuer à laisser à notre jeunesse la facture de notre laisser-aller. Augmenter les impôts n'est pas la solution. Il y a trop d'impôts en France sur les classes moyennes. Depuis 20 ans, la France qui travaille ne cesse de s'appauvrir car on lui demande de financer un système dans lequel nous produisons de moins en moins et nous redistribuons de plus en plus. La France a adopté un plan de redressement de ses finances publiques qui la conduira à l'équilibre budgétaire en 2016. C'est ce plan qui sera appliqué si vous m'accordez votre confiance. Il n'y aura aucune augmentation d'impôt nouvelle pour les ménages durant les cinq prochaines années. Et nous ferons la réforme de la dépendance en 2013, car nous aurons alors ramené le déficit public à un seuil qui permet de l'engager.

Ce sont donc bien les dépenses publiques qu'il faut réduire. Cela implique des efforts, de l'imagination, du courage aussi pour affronter les clientélismes. Les collectivités territoriales devront participer à l'effort de réduction des dépenses. Nous ferons désormais une feuille d'impôt par collectivité parce que chaque Français doit savoir ce qu'il paye pour sa région, son département, sa commune. En même temps, je veux diminuer le nombre de parlementaires, parce que c'est juste. A tous les Français, on demande des efforts, les élus doivent en prendre leur part.

Le travail n'est pas une idée dépassée.

La France ne travaille pas assez. Pendant 30 ans - retraite à 60 ans, 35 heures - nous n'avons cessé de diminuer la durée du travail quand tous les autres pays faisaient le choix de travailler davantage. Cette politique a totalement échoué. Plus nous réduisions unilatéralement la durée du travail, moins les entreprises étaient compétitives, moins les salaires progressaient, plus nous étions obligés de maintenir des millions de Français, jeunes, seniors, allocataires de minimas sociaux, en dehors du marché du travail.

Il est faux de penser que le travail est rare. Jamais il n'y a eu autant de travail dans le monde, autant de marchés à conquérir, autant de besoins à satisfaire, autant de produits à inventer. Et plus nous travaillons, plus il y a du travail pour tous.

Nous avons payé cette erreur d'une défaite sociale : le chômage n'a pas baissé. Nous l'avons payée d'une défaite humaine : nous avons consacré des milliards à maintenir des gens dans l'assistanat plutôt que de tout faire pour les aider à trouver un emploi. Nous l'avons payée d'une défaite financière : avec de plus en plus de dépenses sociales et de moins en moins de recettes du travail, nos déficits se sont creusés. Nous l'avons surtout payée d'une défaite morale : nous avons envoyé un message désastreux à notre jeunesse et découragé le travail en faisant de l'assistanat une situation plus confortable que l'activité.

Jamais personne n'a surmonté ses difficultés sans travailler. Jamais on n'a vu un pays s'en sortir sans effort. La France ne s'en sortira que par le travail.

L'écart entre les revenus du travail et les revenus de la solidarité doit absolument être préservé. Supprimer l'exonération sociale et fiscale des heures supplémentaires, qui permet à 9 millions de salariés de gagner 450 euros de plus par an, serait une grave erreur et un coup porté au pouvoir d'achat de ces salariés. Je veux au contraire pérenniser cette mesure. Proposer d'alourdir les charges sociales payées par les salariés pour financer un retour en arrière sur les retraites est un contre-message absolu. Est-ce le moment de demander à la France qui travaille, et à nos entreprises qui se battent, de payer encore un peu plus de charges pour avoir un peu plus de monde qui ne travaille pas ? Je veux au contraire réduire les charges sociales salariales des salariés les moins rémunérés, pour un gain de 840 euros nets par an au niveau du SMIC, par l'intégration de la prime pour l'emploi dans leur fiche de paie et la réduction des niches sur les dividendes. Et il faut exiger que les allocataires du RSA effectuent 7 heures par semaine de travail d'intérêt général. L'allocation pour sa part sera suspendue en l'absence d'efforts de réinsertion régulièrement évalués. C'est une question morale. Il est impératif que le travail soit toujours plus payant que l'inactivité.

Nous devons réformer notre système de formation professionnelle.

Nous ne pouvons plus rester inertes devant l'incohérence de notre système de formation professionnelle. Dans un monde où les techniques changent de plus en plus vite, où l'innovation est de plus en plus essentielle, où la compétition

est de plus en plus rude, un système efficace de formation professionnelle est indispensable. Lui seul peut adapter les compétences des salariés aux nouveaux enjeux, aux nouveaux marchés. Lui seul peut rétablir l'équité entre ceux qui ont pu faire des études et ceux qui n'ont pas pu. Lui seul peut redonner leur chance à ceux qui sont durablement éloignés du marché du travail.

L'expérience des ouvrières de Lejaby, qui sont passées de la fabrication de lingerie à la maroquinerie, montre que la formation professionnelle est utile et possible. J'ai été frappé par la force du symbole, ces femmes, certaines âgées de plus de 50 ans, qui apprennent un nouveau métier. C'est fondamental de lutter contre cette idée désespérante selon laquelle à 50 ans, on ne serait plus bon à rien.

Aujourd'hui pourtant, l'argent de la formation bénéficie en priorité à ceux qui ont fait le plus d'études et à ceux qui ont un emploi. 10 % seulement des chômeurs ont la possibilité de suivre une formation, mais près d'un demi-million d'emplois ne sont pas pourvus.

Il faut donc changer ce système en suivant un principe simple : l'argent de la formation professionnelle doit aller en priorité à ceux qui ont besoin d'une formation, soit pour retrouver un emploi, soit pour adapter leurs compétences aux nouveaux marchés de l'économie. Toute personne au chômage dont les chances sont faibles de retrouver un emploi dans son métier, devra donc se voir proposer une formation à un autre métier. Plutôt que d'être payée à se sentir inutile, elle sera rémunérée pour acquérir de nouvelles compétences et devra accepter l'emploi correspondant à ce nouveau métier qui lui sera proposé en fin de formation. Cela n'empêchera pas les entreprises de continuer à former leurs salariés. Elles le font déjà bien au-delà de leurs obligations légales.

Cette réforme ébranlera bien des intérêts particuliers. Mais peut-on encore laisser s'effacer durablement devant ces intérêts, l'intérêt général et humain qui s'attache à permettre aux chômeurs de retrouver un emploi ?

Il faut adapter notre fiscalité pour protéger nos emplois industriels.

Il faut enfin avoir l'audace de modifier la fiscalité qui pèse sur le travail. La grande question fiscale de notre temps n'est pas de savoir quel doit être le taux le plus élevé de l'impôt sur le revenu. L'aspiration égalitaire n'ayant jamais de fin, ce débat sera toujours vain tant que l'égalité absolue ne sera pas atteinte.

Il ne se passe d'ailleurs pas une journée sans que la proposition de fixer un taux de 75 % pour les très hauts revenus ne soit assortie d'une nouvelle exception.

La question importante est de savoir quel régime fiscal peut à la fois protéger l'emploi industriel en France et préserver notre système de protection sociale.

Je crois dans l'industrie. Protéger l'emploi industriel est impératif. Jamais il n'y a eu de théorie aussi naïve que celle selon laquelle l'avenir était de laisser partir les usines et de garder les services et les centres de recherche. Si les usines partent, les services partiront et les centres de recherche suivront irrémédiablement. Depuis 2007, nous avons engagé un grand nombre de réformes structurelles pour remettre l'industrie française dans la course internationale : suppression de la taxe professionnelle, crédit-impôt-recherche, autonomie des universités, investissements d'avenir, développement de l'économie verte, création de métropoles…

Tous ces efforts cependant seront insuffisants si nous ne réduisons pas l'écart de coût du travail qui s'est creusé entre la France et ses partenaires européens, en particulier l'Allemagne. Le travail est trop cher en France parce que les charges sociales qui pèsent sur les bas salaires sont trop élevées. L'objectif n'est évidemment pas d'aligner notre coût du travail sur celui des pays émergents, ce serait une course illusoire et sans fin ; il est de le rapprocher de celui des principaux pays développés. C'est avec eux que nous sommes en compétition sur les marchés des produits innovants et de qualité.

Nous avons épuisé toutes les solutions alternatives : les entreprises compriment les salaires vers le bas, les exonérations de charges sont multiples, nous n'allons pas réduire les prestations sociales. Il faut donc engager un changement plus structurel en transférant sur la TVA une partie du financement de la protection sociale qui pèse sur le travail. Les prix n'augmenteront pas car le coût de revient des produits baissera pour les entreprises. Les prix des biens les plus essentiels, taxés aux taux réduits de TVA, baisseront, car leur production bénéficiera de la baisse des charges, mais seule la TVA au taux normal augmentera. Nos exportations seront plus compétitives. Les importations contribueront au financement de notre protection sociale. C'est la solution d'avenir.

Je veux vous donner des raisons de croire dans la France forte.

En vérité, jamais le moment n'a été aussi favorable pour adapter le financement de notre modèle social aux réalités de la vie économique d'aujourd'hui.

Dans tous les pays industriels, les entreprises relocalisent des emplois. Elles ont compris qu'elles avaient trop à perdre au dumping social, à l'insécurité juridique et aux transferts de technologies. Nous devons accompagner, amplifier ce mouvement, et non pas nous endormir, en revenant au laxisme de la dépense publique, à l'augmentation de toutes les cotisations sociales, et à la dévalorisation du travail.

La fiscalité des entreprises doit aller dans le même sens. Un impôt sur le bénéfice mondial des grandes entreprises les dissuadera de délocaliser les emplois. Quel que soit l'endroit où elles réaliseront des bénéfices, elles paieront une part d'impôt en France. Nous interdirons également la déduction des dépenses de délocalisation de l'impôt sur les bénéfices des entreprises.

Je veux vous en convaincre de toutes mes forces : la France est créative, les Français ont l'esprit d'entreprise ; la France a du talent, les Français ont de l'imagination. Partout dans le monde, des entreprises françaises réussissent parce qu'elles innovent, y compris dans des secteurs que l'on croyait définitivement menacés comme celui de la chaussure, en pleine renaissance à Romans. Ce qui empêche l'économie française d'avancer, c'est la dévalorisation du travail, c'est le poids des charges, c'est le poids des normes.

Une norme en plus, deux normes en moins

Il faut libérer les énergies. Nous avons atteint le seuil maximum de normes dans notre pays. Les projets sont découragés avant même d'être engagés. On a remplacé la confiance par la suspicion permanente, la responsabilité par la réglementation tatillonne, l'esprit d'initiative par l'aversion au risque. Il faut libérer les créateurs, les artisans, les commerçants, les entrepreneurs individuels, les PME de l'excès des normes. Je propose une règle simple : chaque fois qu'un ministre voudra créer une nouvelle norme, il devra m'en proposer deux anciennes à supprimer. Cette règle vaudra au niveau national et au niveau européen.

La jeunesse de France mérite notre confiance, accordons-lui notre caution.

Il faut libérer l'énergie de la jeunesse. C'est le propre de la jeunesse que de vouloir prendre des risques, tenter sa chance, prendre en main son destin. La jeunesse ne veut pas d'assistanat, de faux emplois, de RSA jeune, elle veut voler de ses propres ailes. Elle ne veut pas de surprotection, elle veut se mesurer avec l'obstacle.

La jeunesse de France mérite notre confiance, accordons-lui notre caution. Je propose de créer une banque de la jeunesse qui se portera garante des projets de tous les jeunes, qu'il s'agisse de financer des études, de créer une entreprise, de mettre en œuvre un projet humanitaire… Il est normal que les jeunes s'endettent pour financer leurs projets. C'est le signe qu'ils ont confiance en eux-mêmes. Ils rembourseront quand ils seront entrés dans la vie professionnelle. Mais il est de l'intérêt de tous qu'à travers la caution de l'Etat, nous aidions notre jeunesse à faire fructifier ses talents.

On ment à la jeunesse si on lui dit qu'elle pourra réussir sans effort, sans effort à l'école, sans effort à l'université, sans effort dans l'entreprise. Mais on trahit son état d'esprit si on ne l'aide pas à changer le monde.

Les territoires ruraux ont du potentiel.

Ce n'est pas parce que, dans les territoires ruraux, on souffre en silence que la société ne doit pas prêter attention à cette souffrance. J'ai conscience que dans ces territoires, on ne casse pas les abribus, on respecte davantage les services publics car on en mesure tous les jours l'intérêt vital, on a une forme de pudeur qui fait que l'on n'exprime sa colère qu'avec retenue. Et pourtant cette détresse existe.

Nous avons besoin de la ruralité. C'est là que l'identité de la France trouve ses racines. C'est l'intérêt de notre économie d'avoir une agriculture puissante. Ses réussites ont été majeures au cours des années récentes. Et c'est la seule façon de conserver nos paysages, par ailleurs si beaux et si divers.

De plus en plus de Français s'installent en milieu rural. Ces territoires ont du potentiel. Il faut donc également libérer les énergies de la ruralité, donner aux Français des zones rurales les moyens de réussir leurs projets.

Je suis pour une adaptation des normes au milieu rural, chaque fois que cela est possible, chaque fois que cela est nécessaire. Pour toute réforme qu'il proposera, chaque ministre devra se poser la question de règles spécifiques pour le monde rural.

La couverture du territoire en numérique à très haut débit est déterminante pour les entreprises, mais aussi pour la vie quotidienne des habitants des territoires ruraux. Il faut en accélérer la concrétisation. Cela implique une mutualisation des ressources entre les territoires urbains si facilement desservis et les

territoires ruraux trop peu denses pour assurer aux opérateurs des conditions économiques rentables.

Pas un territoire ne doit être privé de l'accès aux personnels de santé, ce qui suppose de doubler le nombre des maisons de santé pluridisciplinaires, qui permettent aux médecins de se sentir moins seuls en travaillant au même endroit.

L'Europe doit protéger les Européens et nous rendre plus forts dans la mondialisation.

La France aura beau travailler de toutes ses forces et moderniser son économie, tout cela ne servira à rien si l'Europe continue d'avoir une politique commerciale aussi naïve. Aujourd'hui, le rôle de l'Europe doit être de nous protéger et de nous rendre plus forts dans la mondialisation. Une France plus compétitive dans une Europe mieux protégée, ce sont les deux faces d'une même politique.

Nous sommes en concurrence avec des pays qui ont la taille de continents. Ces pays protègent leur économie et protègent leurs emplois. Ils abordent la liberté des échanges de manière beaucoup moins angélique que l'Union européenne. Ils encouragent le développement de leurs PME, qui sont les grandes entreprises de demain. Nous devons faire de même.

C'est pourquoi je proposerai à nos partenaires une nouvelle politique commerciale européenne. Il faut d'abord réserver une partie des marchés publics européens à des PME européennes. C'est une manière très efficace de soutenir leur croissance, comme le font les Etats-Unis. Il est ensuite inconcevable que l'Europe continue à ouvrir ses marchés publics à tous les pays du monde alors que ces pays ne nous en ouvrent aucun. Voilà une naïveté coupable. Tant qu'il n'y aura pas de réciprocité, l'Europe devra réserver ses marchés publics à des entreprises qui produisent en Europe. Si l'Europe n'adopte pas ces mesures dans un délai d'un an, nous les adopterons unilatéralement à l'échelle de la France.

L'Europe doit également protéger ses technologies. Nous avons fait preuve de beaucoup trop de candeur. Nous ne pouvons plus accepter que les technologies développées en Europe soient transférées à l'autre bout du monde.

Et puis l'Europe doit consacrer moins d'imagination à produire des normes qui découragent l'initiative et plus d'énergie à défendre l'industrie européenne

contre le dumping social, fiscal et environnemental des autres pays ; concrètement, exercer plus de contrôles sur les produits importés et prendre des mesures de sanctions lorsque ceux-ci ne respectent pas les règles. Nous sommes deux fois moins efficaces que les Américains en ce domaine.

Je crois dans le libre-échange. Mais le libre-échange, c'est l'ouverture négociée et réciproque des frontières, pas leur disparition. Ouvrir les marchés n'est pas le but de la construction européenne. Son but est la sécurité et la prospérité des peuples européens. L'Europe ne peut pas rester indifférente aux effets de la mondialisation sur l'emploi et sur l'industrie européenne. Elle doit prendre des mesures pour concilier la liberté des échanges et la protection de nos emplois, de nos modes de vie, de nos valeurs, de notre protection sociale, de l'identité européenne. Maîtriser notre destin, c'est faire comprendre à l'Europe ce changement majeur de perspective. C'est à cette seule condition que reviendront l'espérance et l'adhésion des peuples européens au projet politique européen.

La mondialisation ne peut pas rester telle qu'elle est, inégale pour les peuples occidentaux, inhumaine pour les peuples émergents, destructrice pour la planète.

Quant à la mondialisation, elle ne peut rester telle qu'elle est, inégale pour les peuples occidentaux, inhumaine pour les peuples émergents, destructrice pour la planète. Affirmer que la mondialisation est inéluctable ne vaut en aucun cas acceptation d'une mondialisation sans règles, sans cadre et sans réciprocité. Les crises ont eu ceci de positif qu'elles ont obligé les pays, notamment occidentaux, à réfléchir à ce qui s'était passé et à se forger la conviction que cela ne pouvait pas durer.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, la grande question de ce siècle naissant, en économie comme en d'autres matières, est la question des frontières. Pendant des millénaires, les peuples ont été capables des pires affrontements pour quelques kilomètres de frontières. Aujourd'hui, ils découvrent l'incertitude et l'anxiété d'un monde sans frontières et sans repères, un monde où plus aucune autorité politique ne semble pouvoir résister à la force des marchés et de la technique.

C'est pourquoi la France, avec son imagination, avec son identité particulière et reconnue, doit œuvrer, au rang qui est le sien, celui de grande nation mondiale, à la construction d'un monde plus ouvert et plus équitable, mais

néanmoins régulé, où le droit est plus fort que la technique, où les Etats souverains décident ensemble de règles et de valeurs qui s'imposent aux marchés, et où les hommes sont remis au centre des préoccupations, des décisions et de l'action.

Il faut d'abord refonder le capitalisme, rétablir la primauté de l'industrie sur la finance, de la production réelle sur l'économie virtuelle, mettre fin à la spéculation financière. Il faut ensuite encadrer la mondialisation : les pays émergents, qui sont désormais aussi puissants que nous, doivent adopter des règles sociales, juridiques et éthiques, faute de quoi la concurrence n'est pas loyale. Il faut enfin imposer des normes écologiques à tous : cela veut dire qu'il faudra que tous les pays acceptent les règles du protocole de Kyoto et qu'une organisation mondiale de l'environnement soit créée.

Tout cela ne serait évidemment que des vœux pieux si nous n'avions déjà commencé à le faire. Depuis 2008, le G20 a été créé, les bonus des traders encadrés, les paradis fiscaux dénoncés, de nouvelles règles prudentielles imposées aux banques, les marchés des produits dérivés financiers et agricoles régulés, certains produits toxiques interdits, le principe d'une taxation des transactions financières adopté. Dans ces avancées, la France a joué un rôle essentiel. Je veux vous convaincre de croire que la France forte peut contribuer à faire avancer le monde dans une direction plus humaine.

L'écologie améliore nos conditions de vie et crée des emplois.

L'écologie est un sujet trop important pour être l'otage du sectarisme et des alliances politiciennes. Le changement climatique est l'autre mutation majeure de notre temps. Il faut donc résolument protéger l'environnement.

Nous avons demandé à nos agriculteurs d'adopter des méthodes de production plus respectueuses de l'environnement. C'est l'intérêt de leur santé tout autant que celui de la préservation des équilibres écologiques. Tout ce qui améliore la qualité de notre environnement doit être poursuivi et la modification de nos pratiques doit continuer à être encouragée. Nos conditions de vie n'en seront que meilleures.

La politique énergétique est pour sa part le levier le plus déterminant pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre. C'est la raison principale pour laquelle il faut conserver et entretenir la filière nucléaire française.

L'énergie nucléaire est celle qui émet le moins de gaz à effet de serre. C'est aussi celle qui garantit notre indépendance énergétique et limite les factures d'électricité pour les ménages et pour les entreprises. C'est enfin une exceptionnelle filière industrielle. L'industrie nucléaire française réunit tous les traits d'une France forte. Naturellement, il faut être intransigeant avec la sécurité et la sûreté de nos installations. Le maintien du potentiel nucléaire de la France doit aussi être complété par le développement des énergies renouvelables et par les économies d'énergie.

Avec ces orientations, nous protégerons l'environnement, nous respecterons nos engagements internationaux et nous développerons des industries nouvelles, du même mouvement. Derrière chacune de ces priorités, il y a du pouvoir d'achat pour les Français, de la compétitivité pour les entreprises et des emplois non délocalisables pour tous.

L'écologie ne doit pas être l'ennemie de la croissance : prôner la décroissance, c'est condamner au désespoir tous ceux qui ont tellement de difficultés pour vivre aujourd'hui. L'écologie peut au contraire être la matrice de l'invention d'une nouvelle économie, faite de qualité, de sobriété et de proximité. L'écologie peut et doit rimer avec le travail et même avec l'industrie. L'écologie est source de croissance, de nouveaux emplois et de progrès pour tous.

Présider, c'est prendre des décisions.

C'est après avoir longuement étudié, analysé, pensé la psychologie profonde du peuple français et la longue histoire de la France, que le général de Gaulle a conçu la V[e] République. Avec cette République, il a remis le peuple au centre de la souveraineté, au grand regret des partis et des lobbies. C'est pour cela qu'il a proposé au peuple que le Président de la République soit élu au suffrage universel direct et doté de pouvoirs importants. Il en résulte une coexistence, à la tête de l'exécutif, du Président de la République et du Premier ministre.

Je n'ai jamais cru, je ne croirai jamais que le rôle du Président de la République soit de dégager les grandes perspectives tandis que celui du Premier ministre serait de s'occuper au quotidien des problèmes des Français. Tout simplement parce que les problèmes quotidiens des Français, l'emploi, le pouvoir d'achat, la protection sociale, l'éducation, les retraites, se résolvent dans les grandes perspectives. Tous les Présidents de la République ont suivi de

très près la conduite des affaires gouvernementales. Croit-on sérieusement que le Général de Gaulle ne s'intéressait pas aux détails de la politique qu'il menait ? Ignore-t-on que, de tout temps, dans toutes les réunions interministérielles importantes, il y a toujours eu un conseiller de l'Elysée ? Ce qui est vrai, c'est que, pour ma part, je l'ai fait dans la transparence et dans la franchise. Dans un contexte de crise majeure, à une époque où l'action internationale et l'action en France sont les deux faces d'une même politique, à l'heure où le rythme de la décision est devenu tellement rapide, alors que tant de réformes devaient être engagées, je me suis impliqué totalement dans ma fonction.

Ce qui est important, je crois, c'est que la dyarchie de l'exécutif ne conduise pas à des dysfonctionnements et à des rivalités stériles dans la conduite des affaires de l'Etat. Avec François Fillon, nous avons travaillé pendant cinq ans, sans instabilité gouvernementale, sans conflit, sans crise. Nous avons fait de nos différences une richesse. Nous avons toujours été en plein accord sur la politique que nous menions. La dyarchie de l'exécutif permet de se compléter, de se nuancer, de s'encourager, de débattre. Elle a souvent été une source de division dans notre pays. Nous avons essayé d'en faire une force pour la France. Diriger notre pays est une mission suffisamment difficile pour qu'être deux, dans un rapport clairement fixé par la Constitution et la légitimité du suffrage universel, soit un avantage.

Pour autant, parce qu'il est élu directement par le peuple français, le rôle du Président de la République ne peut pas être de s'abriter derrière le Premier ministre ou derrière sa majorité. Il lui revient d'être en première ligne, de se saisir des questions les plus difficiles, elles le sont souvent, et, après avoir consulté, écouté, analysé, de prendre les décisions.

Nous réussirons parce que nous le ferons ensemble.

Mes chers compatriotes, en 2007, quand vous m'avez accordé votre confiance, le pays avait besoin de modernisation et de réformes. Nous en avons menées un grand nombre, parmi les plus difficiles. La crise, d'une violence aussi forte que celle des années 30, et que personne n'avait prévue, ne nous a pas permis d'aller aussi loin que nous l'aurions souhaité, ni d'engranger tous les résultats que nous aurions espérés. Ce temps-là viendra. Mais notre pays a résisté.

La France, c'est ce nom magique que personne ne peut entendre sans penser à celui de liberté. Nous avons honoré cette promesse. Partout dans le monde,

des initiatives françaises ont été saluées et couronnées de succès, en Géorgie, en Côte d'Ivoire, en Libye. La France a joué un rôle majeur au sein de la communauté internationale pour amener les pays du G20 à réagir de manière concertée à la crise, jeter les bases d'une régulation de la mondialisation, empêcher l'implosion de l'euro.

Pendant cinq ans, à la tête de nos institutions, j'ai sillonné notre pays : je n'ai cessé de voir des réussites françaises, un savoir-faire français, une intelligence française. J'ai mesuré la créativité et l'énergie dont la France est capable.

Pendant cinq ans, à l'étranger, je n'ai cessé de mesurer l'admiration et l'espérance qu'éveille la France. La France n'est pas écoutée quand elle est arrogante, mais elle est entendue quand elle est ouverte, constructive, imaginative.

Toutes les fois que je vous ai rencontrés, je n'ai cessé d'aimer votre refus du renoncement, votre rejet de l'immobilisme.

Vous êtes devant un choix historique : soit nous regardons ensemble les réalités en face pour conserver la maîtrise de notre destin ; soit nous nous contentons une fois encore de la facilité qui nous conduira à glisser dans ce qu'il faudra bien finir par appeler le déclin.

Mes adversaires n'ont que deux propositions : défaire tout ce qui a été fait et recycler les vieilles recettes du passé, la dépense publique, le partage du travail, l'assistanat, l'immobilisme, l'affaiblissement de l'Etat, le rejet de l'autorité, la destruction des repères.

Ma conviction, c'est que la France peut faire mieux, beaucoup mieux. Je vous propose une France forte parce que je veux le meilleur pour notre pays. C'est pour cela que je fais une campagne en vérité. Je refuse de passer sous silence des évidences. Je refuse la facilité. Oui, il faut faire des efforts, oui il faut travailler. Mais croyez-moi, nous pouvons réussir à rester maître de notre destin.

Nous pouvons réussir parce que nous le choisirons et le ferons ensemble. Je n'accepte pas que l'intérêt général soit privatisé par des intérêts privés. Chaque fois qu'il y aura des blocages, je vous donnerai la parole par référendum. Comme pour la Constitution, les lois adoptées par référendum seront supérieures aux autres normes. Certains veulent prendre le pouvoir, moi je veux rendre le pouvoir au peuple.

La France est un grand pays, une grande nation. Les Français sont un grand peuple.

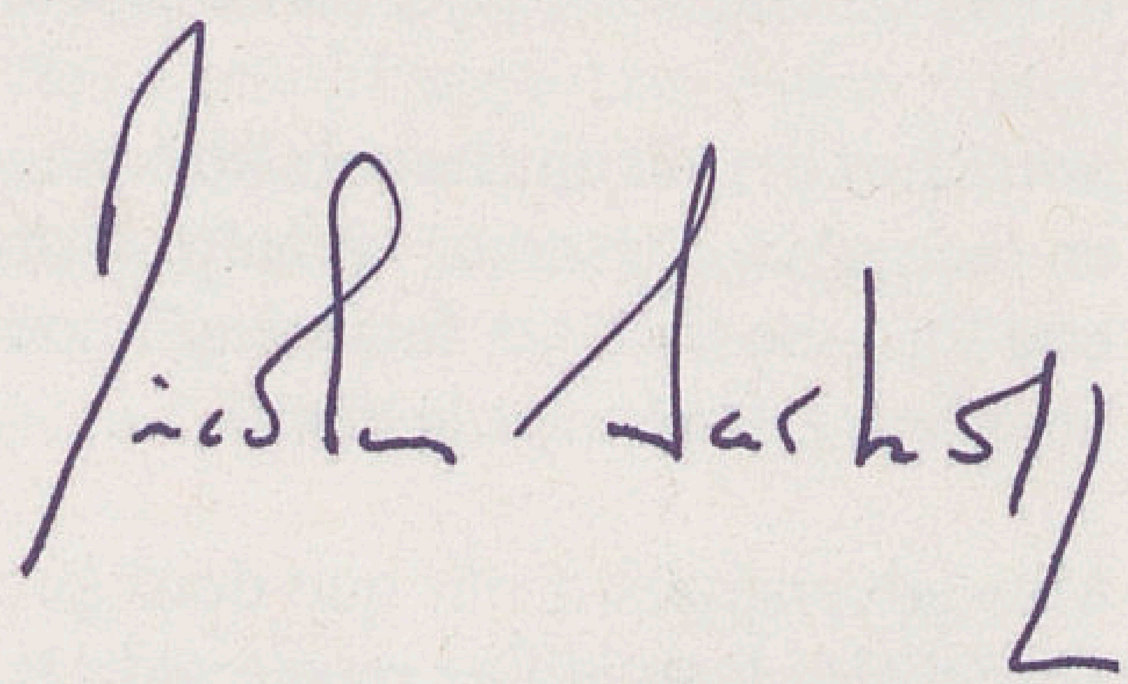
Souvenons-nous de ces paroles du général de Gaulle : *« Si nous n'étions pas le peuple français, nous pourrions reculer devant la tâche. Mais nous sommes le peuple français. »*

Je sais que vous aimez la France. Je veux vous convaincre qu'il faut avoir foi en elle.

Françaises, Français, plus que jamais cette France gravée dans votre cœur a besoin de vous.

J'ai besoin de vous.

Aidez-moi à construire la France forte.



Une société sans frontières est une société sans respect. Un pays sans frontières est un pays sans identité. Un continent sans frontières est un continent qui finit par élever des murs pour se protéger ...

Aidez-moi à construire la France forte.

Nicolas Sarkozy